

M. John R. Rodriguez (Nickel Belt): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition signée par des centaines de Torontois qui s'opposent à la proposition du gouvernement visant à réduire le pouvoir d'achat des pensionnés de 3 p. 100. Ils invitent la Chambre et le gouvernement à rétablir l'indexation complète de la pension de vieillesse.

M. John Parry (Kenora-Rainy River): Monsieur le Président, grâce aux efforts infatigables de mon agent de circonscription, M. Nick Wihnan, et d'un grand nombre de bénévoles, j'ai l'honneur de présenter des pétitions signées par 834 électeurs de ma circonscription, et notamment de Fort Frances, Devlin, Emo, Shevlin et Stratton. Ces Canadiens demandent au gouvernement de revenir sur son projet de désindexer les pensions, ce qui va créer des difficultés aux retraités, et ils demandent le plein rétablissement de l'indexation de la pension de sécurité de la vieillesse.

M. Cyril Keeper (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur le Président, j'ai ici un certain nombre de pétitions signées par des centaines de Manitobains qui trouvent injuste la désindexation des pensions, partielle ou non. Ils demandent au gouvernement de tenir sa promesse d'indexer complètement les pensions et de supprimer les coupures envisagées qui coûteront à chaque pensionné \$100 en 1986 et \$680 d'ici 1991.

M. Ian Waddell (Vancouver-Kingsway): Monsieur le Président, j'ai également une pétition au sujet des pensions. Elle est signée par un certain nombre de Canadiens dont certains habitent à Surrey, ville représentée par un député conservateur qui ne prend pas la défense des pensionnés à ce sujet. Les pétitionnaires déclarent que le budget du 23 mai impose des difficultés injustes et excessives aux pensionnés...

M. le vice-président: Le député peut-il résumer?

M. Waddell: ... en désindexant le programme de sécurité de la vieillesse. Je voudrais déposer cette pétition.

Mme Margaret Mitchell (Vancouver-Est): Monsieur le Président, en plus des 2,000 électeurs de Vancouver-Est qui ont déjà signé une pétition, j'ai l'honneur de présenter à nouveau aujourd'hui des pétitions signées par des gens de la même région de la Colombie-Britannique, et notamment de Vancouver-Est, Coquitlam, New Westminster, Burnaby et bon nombre de localités environnantes. Les pétitionnaires demandent au gouvernement conservateur de revenir sur sa position et de réindexer les pensions de vieillesse pour éviter des difficultés aux retraités. Ils demandent au gouvernement conservateur d'honorer la promesse qu'il a faite à la population canadienne.

* * *

LA LOI SUR L'HYMNE NATIONAL

MESURE MODIFICATIVE

M. Howard Crosby (Halifax-Ouest) demande l'autorisation de présenter le projet de loi C-243, tendant à modifier la Loi sur l'hymne national.

Questions au Feuilleton

M. le vice-président: Le député est-il autorisé à présenter le projet de loi?

Des voix: D'accord.

M. Crosby: Monsieur le Président, ce projet de loi vise à apporter à la Loi sur l'hymne national une modification mineure, mais non moins importante. A l'heure actuelle, dans la version anglaise de notre hymne national, «O Canada», il y a l'expression «all thy sons», au sujet du patriotisme. Cette expression sexiste n'est pas compatible avec la Charte canadienne des droits et des libertés. Le projet de loi propose de remplacer, dans la version anglaise, les mots «thy sons» par «of us», afin de supprimer cette expression inacceptable.

(La motion est adoptée, le projet de loi est lu pour la 1^{re} fois et l'impression en est ordonnée.)

* * *

[Français]

QUESTIONS AU FEUILLETON

(Les questions auxquelles une réponse verbale est donnée sont marquées d'un astérisque.)

M. Paul Dick (secrétaire parlementaire du président du Conseil privé): Monsieur le Président, on répondra aujourd'hui à la question n° 295.

[Texte]

L'OUVRAGE INFORMATION DE POSTES CANADA

Question n° 295—**Mme Sparrow:**

Combien d'exemplaires de l'ouvrage *Information* la Société canadienne des postes a-t-elle publiés et, a) à qui l'a-t-on distribué, b) combien en a-t-il coûté au total?

L'hon. Perrin Beatty (ministre du Revenu national): La Société canadienne des postes m'informe des faits suivants:

La Société a publié 700 exemplaires de l'ouvrage *Information*.

a) L'ouvrage a été distribué aux députés et aux sénateurs dans leurs bureaux à la Chambre des communes. Il a également été envoyé aux bureaux des députés dans leurs circonscriptions.

b) Le coût de la publication s'élève à \$4,106.14 au total.

[Français]

M. Dick: Je suggère, monsieur le Président, que les autres questions soient réservées.

[Traduction]

M. le vice-président: On a répondu aux questions mentionnées par le secrétaire parlementaire. Les autres questions restent-elles au *Feuilleton*?

Des voix: D'accord.